FNEC FP-FO 78
Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

4, place de Touraine, 78000 VERSAILLES-06 66 64 81 65-
fnecfpfo78@gmail.com

Déclaration de la FNEC FP FO 78 au CSA SD (Comité Social d'Administration Spécial Départemental) du 15 septembre 2025

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD

Avant de débuter ce CSAD, nous tenions à rendre hommage à notre collègue, Caroline Grandjean, directrice d'école dans le Cantal, victime d'insultes et de menaces homophobes qui s'est suicidée le jour de la rentrée. Notre fédération adresse tout son soutien à son épouse ainsi qu'à ses proches. Elle avait cherché du soutien auprès de sa hiérarchie et avait prévenu de sa souffrance. Ce nouveau drame malheureusement nous rappelle ce que peut devenir le métier d'enseignant et que sans soutien véritable de notre administration nous nous retrouvons bien souvent seuls et désemparés.

La FNEC FP FO 78 souhaite exprimer son rejet du budget Macron-Bayrou-Lecornu, présenté comme un « budget de guerre », un budget d'austérité qui réduit les services publics à une peau de chagrin, détruit les droits des personnels, et démantèle l'École. La FNEC FP-FO affirme que le 10 septembre, les mobilisations, les blocages, les assemblées générales ont été l'expression d'un « rejet total de toutes les politiques d'austérité subies depuis des années ». Elle a appelé à « Bloquer ce budget « car les attaques sont massives : jours fériés, congés payés, arrêts maladie, assurance chômage, gel du point d'indice, gel des pensions, hausse de la CSG…

Changer de premier ministre, ce n'est pas changer de budget dont les 43,8 milliards réclamés par l'Elysée sont toujours d'actualité.

Notre Fédération rappelle que, dès la rentrée, les dysfonctionnements sont criants : manque de professeurs (2 500 postes non pourvus selon le Ministère), des centaines de milliers de bacheliers recalés par Parcoursup, situation indigne des élèves en situation de handicap.

Le budget Macron-Bayrou-Lecornu est un budget de guerre et d'affaiblissement de l'Éducation :

· Guerre contre les salaires : gel du point d'indice depuis des années, absence de revalorisation réelle ;

· Guerre contre les protections sociales : gel des pensions, hausse de la CSG, recul des droits des personnels ;

· Guerre contre les services publics : suppression de postes, absence de remplacement.

Pour FORCE OUVRIERE, l'ensemble du projet de budget de 43.8 milliards d'€ d'économie doit être retiré. Il s'en prend brutalement à nos droits et à nos services publics afin de financer des guerres dont personne ne veut.

Pour en revenir à l'École, même si l'administration se satisfait des effectifs par classe tels que présentés lors des différentes instances, ce n'est pas le cas des enseignants qui, sur le terrain, sont confrontés à des effectifs trop lourds en cycle 3 et dans les Petites et Moyennes sections.

Les enseignants doivent aussi faire face à l'hétérogénéité des élèves, en partie due à l'inclusion systématique sans moyen, ce qui oblige, dans le meilleur des cas, à des adaptations relevant plus du contorsionniste que du pédagogue.

Avec l'absence de remplacements, postes supprimés, équipes épuisées : c'est la continuité du service public qui est mise à mal. Sur le département, nous constatons un manque criant de professeurs remplaçants. Des classes sans enseignants pendant plusieurs jours, parfois des semaines. Le pôle médico-social est toujours gravement impacté par la pénurie de personnels. Les AESH sont toujours dans une situation de précarité : temps partiels imposés, salaire misérable, absence de corps unique statutaire. Les élèves en situation de handicap subissent les conséquences d'un système qui externalise, fragmente, abandonne.

En ce qui concerne l'ordre du jour de cette réunion, la rentrée sur notre département souffre, comme l'année précédente, d'un manque d'enseignants qualifiés et titulaires. De nombreux titulaires remplaçants ont été affectés sur des postes vacants privant d'autant la brigade de remplacement.

Toutes les écoles subissent les conséquences de cette situation et le non remplacement impactent les conditions de travail de tous les personnels et les conditions d'apprentissage des élèves.

En raison de la dotation négative de notre département en terme d'ETP, nous déplorons les non ouvertures de classes dans les écoles où les effectifs avoisinent ou dépassent les 25 élèves pour certains niveaux.

De plus, dès la première semaine de la rentrée, les personnels se sont vus contraints de répondre aux exigences de leur IEN par la tenue de Conseils de Maîtres sur le *plan Filles et maths*, le dispositif Phare, le programme EVAR, auxquels s'ajoutent les évaluations d'écoles, les constellations et les parcours de formations imposés, une série de dispositif dit « de formation » qui n'ont aucun cadre réglementaire.

Monsieur le Directeur Académique, par cette succession d'injonctions, de réunions supplémentaires (pHARe, EVAR) imposées, jusqu'à 14 heures de « sensibilisation », en contradiction avec le décret de 2008-775, vous alourdissez les conditions de travail des personnels. Cette dérive administrative n'est pas acceptable.

Les personnels n'acceptent plus ce management de l'Education nationale, la multiplication de tâches et d'injonctions toujours plus nombreuses.

Les contre-réformes et les politiques menées ne répondent pas aux revendications des personnels.

La FNEC FP FO appelle les personnels à se réunir et à décider des formes de mobilisation pour obtenir satisfaction.

La FNEC FP-FO continue de revendiquer :

- Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles.

- La création de tous les postes nécessaires au bon fonctionnement des écoles dont la création de postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, d'AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté ou en situation de handicap

- La création de postes de remplaçants pour que chaque enseignant absent soit remplacé.

- Le retrait de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive,

- L'abandon de la réforme du Lycée Professionnel, du Pacte, et de la réforme du Choc des Savoirs.

- L'abandon des PIAL (et de la mise en place des PAS) et l'arrêt de la logique d'inclusion systématique et forcée sans moyen,

-L'augmentation des décharges de direction pour toutes les écoles. Pas une école sans décharge hebdomadaire.

-L'abandon des formations en constellations et des évaluations d'école,

La FNEC FP FO revendique toujours : L'augmentation immédiate des salaires par l'augmentation significative du point d'indice (au moins 10% tout de suite et le rattrapage des 32,5% perdus depuis 2000).

L'abrogation du jour de carence et maintien de la rémunération à 100% en cas d'arrêt maladie.

L'abrogation de la réforme des retraites.

Nous vous remercions de votre attention.